

**4 Économie**

**Règlement de la dette intérieure**

**L'État vient de décaisser 20 milliards de francs au profit des entreprises**



**Magloire Hugues Mbadinga Madiya, directeur général de la dette.**



**Le sourire d'Innocent Mvé Ndong, patron de la PME Mvé-Ndong Constructions, à l'annonce de la bonne nouvelle.**



**Vue des opérateurs économiques présents à la réunion sur la dette.**

**Innocent M'BADOUMA**  
Libreville/Gabon

**C'EST** visiblement satisfaits que les représentants des organisations patronales sont sortis du cabinet du directeur général de la Dette, Magloire Hugues Mbadinga Madiya, au terme d'une rencontre ayant porté sur deux points essentiels. A savoir : le règlement de la dette en 2018, information sur des actions à mener par l'État en 2019 pour la continuité du paiement de la dette. Le dg de la Dette a expliqué que « cette rencontre a été l'occasion d'annoncer aux organisations patronales le règlement récent, au profit des entreprises du Club de Libreville, d'un montant de 20 milliards de francs correspondant aux échéances dues au titre de la dette de 2018. »

Le Club de Libreville 7 est une solution de rééchelonnement de la dette sur 74 mois. Chaque mois en effet, l'État verse 5 milliards de francs audit club. Laquelle somme est répartie aux entreprises du Club de Libre-



**Le Lycée Mba réhabilité par Mvé-Ndong Constructions.**

ville, au prorata de la dette due à chacune. Interrogés sur l'effectivité de la perception desdites sommes annoncées par l'administration, nombreuses sont les organisations patronales qui ont confirmé. Pour Francis Jean-Jacques Evouna, président du Conseil gabonais

du patronat, un regroupement de cinq syndicats qui comptent 89 entreprises, l'état devait 102 milliards audit groupement. A ce jour, près des 35 milliards ont été réglés, soit 22,55 % de cette dette. Il souhaite tout de même que les intérêts perçus par les banques au titre de la titrisation soit

réexaminés. Pour sa part, Innocent Mvé Ndong, président de la Fédération patronale des PME/PMI du Gabon, qui compte un total 250 petites et moyennes entreprises, petites et moyennes industries, la démarche actuelle du gouvernement est appréciable. Avec 25 ans

d'expérience dans le BTP, et plusieurs chantiers d'envergure déjà réalisés, établissements scolaires et bâtiments administratifs, ce chef d'entreprise a déclaré avoir vérifié que les 20 milliards ont été effectivement versés par l'État auprès du cabinet qui gère cette somme pour le compte du Club de Libreville 7. Certains sont passés au guichet depuis vendredi dernier, nous a expliqué un patron d'entreprise.

**PERSPECTIVES.** En 2019, l'administration de la dette déclare que le traitement va se poursuivre, à raison de 5 milliards de francs par mois. Par ailleurs, est également annoncée la poursuite d'un audit des dettes pour les exercices budgétaires 2015, 2016 et 2017. C'est le cabinet Price Water House Coopers qui a été sélectionné pour conduire cet audit. A ce qui se dit, cette opération a même commencé. Le marché financier va continuer la tritisation de la dette, pour les entreprises qui le souhaitent.

**Brèves**

**Côte d'Ivoire : Reprise des exportations de caoutchouc d'ici fin janvier**

En Côte d'Ivoire, le premier navire destiné à embarquer le caoutchouc humide stationné dans les principaux ports ivoiriens, depuis quelques mois, devrait accoster d'ici la fin janvier. C'est ce qu'a annoncé Espérance Mobio, président de l'Association des exportateurs de caoutchouc naturel de Côte d'Ivoire (AEXCI). D'après le dirigeant, ce navire devrait principalement s'occuper des fonds de tasse (caoutchouc non transformé) et un second navire est prévu pour débarquer dans le mois de février. Le transport des marchandises devrait se faire en vrac (stockées directement dans l'aménagement prévu à cet effet dans le navire).

**Huile de palme : Une légère embellie des prix mondiaux en 2019**

Après une année 2018 marquée par une chute des prix à leur plus bas niveau depuis trois ans, les cours mondiaux de l'huile de palme pourraient repartir légèrement à la hausse en 2019. D'après les résultats d'un sondage effectué par Reuters auprès de 18 analystes et acteurs de l'industrie, les prix moyens de référence devraient grimper de 3%, soit 574 \$ (environ 327 francs). L'embellie prévue repose d'une part, sur l'hypothèse d'un essoufflement de la croissance de la production de l'oléagineux d'une année sur une autre en Indonésie (première production mondiale), et en Malaisie.

**Rassemblées par W.N.**

**Petit angle**

**Quelques chiffres de la dette en 2018**

**I. M'B.**  
Libreville/Gabon

DE janvier 2018 à ce jour, le gouvernement a réglé 9 échéances au Club de Libreville 7 mis en place en 2018. La somme globale payée pour les neuf échéances représente une

somme globale de 45 milliards de francs. Une note de la Direction générale de la dette précise aussi qu'à ce jour, les créances du Club de Libreville ont été rachetées à hauteur de 120 milliards de francs par des banques locales, via le mécanisme de titrisation de la dette. Une partie de la dette inté-

rieure a été directement réglée aux entreprises sans passer par le Club de Libreville. Ce règlement direct aux entreprises, via un programme annuel d'obligations du Trésor assimilables (OTA), s'est élevé à 26 milliards de francs. Pour mémoire, l'État a signé une convention avec le Groupement d'intérêt

économique " Club de Libreville 7". Une convention visant à payer sur 74 mois, un montant de créances consolidées de 310 milliards de francs. Ces créances ne prennent en compte que celles conformées et validées au 31 décembre 2014 par " la Commission interministérielle d'audit et de certifica-

tion de la dette intérieure, des arriérés faisant l'objet de moratoires en gestion à la Direction générale de la dette et des instances au Trésor au 31 décembre 2016 ". Au total, c'est donc un montant de 191 milliards de francs qui a été réglé par l'Etat directement au profit des entreprises en 2018.

**CHANGEMENTS**

**COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 25/01/2019**

**Union Gabonaise de Banque**

SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>

DEV	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)	
	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	<b>1 EUR</b>	<b>655,957</b>
USD	1,1341	1USD =	578,394	1 USD	600,941
CAD	1,5160	1CAD =	432,689	1 CAD	466,270
JPY	124,4300	1JPY =	5,272	100 JPY	556,375
GBP	0,8709	1GBP =	753,238	1 GBP	806,735
CHF	1,1283	1CHF =	581,368	100 CHF	62 455,86
ZAR	15,6360	1ZAR =	41,952	100 ZAR	4 434,33
MAD	10,8832	1MAD =	60,272	1 MAD	63,65
CNY	7,7041	1CNY =	85,144	1CNY	87,70
KES	115,0400	1KES =	5,702	1KES	5,87

**INDICES BOURSINIERS**

	en date du	
CAC 40	25/01/2019	<b>4 855,48</b>
DOW JONES	25/01/2019	<b>24 481,37</b>

**BRENT (IPE) US Dollars/Baril**  
**25 Janvier 2019: 60,97**